



AGORA-SHS NC
Réseau des Sciences Sociales en Nouvelle-Calédonie
WWW.AGORA.SHS.NC



APPEL A COMMUNICATIONS

LE DEVELOPPEMENT DURABLE EN OCEANIE VERS UNE ETHIQUE NOUVELLE ?

COLLOQUE INTERNATIONAL

24, 25 et 26 avril 2013, Province Nord de Nouvelle-Calédonie

Coordination Scientifique
Séverine Blaise

(Maître de conférences en économie, Université de la Nouvelle-Calédonie, CNEP)

Carine David

(Maître de conférences en droit public, Université de la Nouvelle-Calédonie, CNEP)

Victor David

(Chargé d'Etudes, Institut de Recherche pour le Développement, UMR GRED)

Contexte général

AGORA-SHS Nouvelle-Calédonie, le Réseau des Sciences Sociales en Nouvelle-Calédonie, en partenariat avec le Centre des Nouvelles Etudes sur le Pacifique (CNEP, UNC) et l'IRD (UMR Gouvernance Risque Environnement, Développement), souhaite inviter universitaires, chercheurs et praticiens du développement à un colloque en 2013 sur le thème du développement durable en Nouvelle-Calédonie et en Océanie.

Dans la continuité des Ateliers « Ruralité et Développement Durable en Nouvelle-Calédonie », organisés en 2008 (www.rdd.nc/) par l'UNC, l'IAC et la Direction du Développement Economique et de l'Environnement de la Province Nord (DDEE), il s'agit d'approfondir les réflexions engagées autour du concept de développement durable et de sa mise en œuvre.

Déjà largement évoqué lors des premières rencontres AGORA en 2006¹, le développement spécifique des Etats et territoires insulaires du Pacifique n'a été abordée, en Nouvelle-Calédonie, que de manière indirecte, ponctuelle ou sectorielle. Plusieurs colloques ont été consacrés aux thèmes de l'environnement (2009, UNC), des enjeux de développement des activités extractives (2011 IRD-IAC-Cirad-CPS-CNRT « Nickel et son environnement »-CORAIL-UNC) et de nombreuses rencontres ont été organisées sur le thème de la biodiversité (à l'IRD et à l'UNC notamment). Une conférence organisée conjointement par l'AFD et l'IAC en novembre 2009, reposant une mesure de l'épargne véritable, mettait en exergue les enjeux du développement durable de la Nouvelle-Calédonie. De façon plus sectorielle, de nombreuses conférences se sont tenues à

¹ Cf. le notamment le chapitre « La Nouvelle-Calédonie, le développement et la mondialisation » du Livre Blanc sur la recherche en sciences humaines et sociales en Nouvelle-Calédonie disponible sur le site www.agora-shs.nc

l'initiative des acteurs de la société civile (chambres consulaires et en particulier CCI, associations de protection de l'environnement, etc.). **Pour leur part, les collectivités avancent sur l'adoption de politiques de développement durable mais beaucoup de travail reste à réaliser, à l'image du schéma d'aménagement de la Nouvelle-Calédonie (NC 2025) qui n'a pas encore abouti. Si les travaux scientifiques sur les Etats et territoires insulaires du Pacifique sont nombreux, notamment dans le monde anglophone, force est de reconnaître qu'il n'y a pas encore de réflexions communes entre chercheurs francophones et anglophones en SHS sur le thème du développement en Océanie, contrairement à ce qui se passe sur d'autres terrains, africains en particulier.**

Conformément à sa vocation, AGORA SHS NC se propose de poursuivre la **promotion d'un réseau de chercheurs océaniens** sur le thème du développement durable. Dans cette perspective, la réunion de **scientifiques francophones et anglophones à l'occasion de ce colloque du 24 au 26 avril 2013** constituerait une étape supplémentaire.

Cette rencontre se veut avant tout être une opportunité pour les scientifiques de clarifier et de contextualiser les concepts existants, de **s'interroger sur leur pertinence et leurs usages** à la fois au niveau global et au niveau local, et éventuellement, proposer des pistes pour **une approche renouvelée. C'est aussi l'occasion de confronter les concepts à la réalité du terrain** en examinant les politiques de développement durable concrètement mises en œuvre, **mais aussi à travers des échanges avec les praticiens calédoniens comme de l'ensemble du Pacifique.**

Symboliquement, la tenue de ce colloque est proposé, conformément à la logique de rééquilibrage, en province Nord de la Nouvelle-Calédonie, où se côtoient essor industriel, actions de protection **et de valorisation d'une biodiversité** riche et fragile et recompositions géographiques, sociales et économiques.

Objet du colloque

En Océanie, des pays ayant des niveaux de vie et des taux de croissance élevés côtoient des pays parmi les plus pauvres de la planète. La région connaît aussi une grande diversité de situation macroéconomique, allant de pays subsistant à travers la pêche et l'agriculture, à des économies rentières et extraverties reposant sur les activités extractives ou le tourisme. Au-delà de cette diversité, les enjeux de durabilité du développement se posent avec une acuité toute particulière : changement climatique induisant une montée des eaux, une acidification des océans et un renforcement des flux migratoires ; surexploitation avérée de certaines ressources naturelles (notamment halieutiques mais aussi en eau) ; pollutions et dégradations des écosystèmes dues, entre autres, à l'exploitation intensive des ressources minières, au développement touristique et, plus généralement, aux changements de mode de vie ; appauvrissement de la biodiversité et de la diversité culturelle ; un délitement du tissu social et de montée des inégalités engendrant violence et conflits ; problèmes de santé liés à de nouveaux modes de consommation ; etc.

Dans la plupart des pays de la région, le processus de développement se heurte par ailleurs aux contraintes caractéristiques des petits états insulaires (PEI) : éloignement, étroitesse du marché, vulnérabilité aux cours mondiaux, etc. qui opèrent dans un contexte socioculturel et politique de décolonisation et d'apprentissage de la souveraineté². La région est aussi au cœur du paradoxe de l'accélération du processus de mondialisation. D'un côté l'environnement international est défavorable aux pays les plus pauvres dans l'échange ; les entreprises transnationales et les bailleurs de fonds jouent un rôle croissant allant parfois jusqu'à se substituer partiellement aux Etats et à façonner les territoires en modifiant les équilibres. D'un autre côté, on observe un foisonnement de normes, chartes et engagement vers des pratiques plus responsables, tant d'un point de vue environnemental que social

Dans ce contexte, l'objet du colloque est à la fois de susciter des débats théoriques transdisciplinaires (économie, droit, gestion, sociologie, anthropologie, philosophie, géographie, écologie, histoire...) autour du concept même de développement, des déclinaisons de la durabilité et des spécificités induites par la situation des PEI, mais également d'échanger sur les expériences et les perspectives de mise en œuvre de programmes de développement dans les pays d'Océanie. Dans cette perspective transdisciplinaire, cet événement se veut ouvert aux chercheurs des sciences de la nature.

Thèmes de communications proposés :

1. Pour des approches océaniques renouvelées du concept de développement durable
2. Modalités et mise en œuvre du développement durable en Océanie

² A ce propos le Pacifique Sud Insulaire est le théâtre d'innovations statutaires et politiques, avec l'invention de statuts spécifiques susceptibles d'influencer les représentations du développement.

Thème 1 - Pour des approches océaniques renouvelées du concept de développement durable

Le développement durable, qui apparaît dans les arènes onusiennes avec la publication du Rapport Brundtland (1987), semble aujourd'hui faire consensus. Pourtant, si chacun s'accorde sur les trois piliers qui fondent le concept (économique, social et environnemental), force est de constater que la priorisation des enjeux et ses implications en termes de stratégie de développement diffèrent fortement selon les approches. La difficulté à évaluer de façon objective la durabilité des processus à l'œuvre, conduit à la construction et à la mise en œuvre de stratégies de développement très différentes, quoique se revendiquant toutes du développement durable. La déconstruction du concept de développement durable et des controverses qu'il soulève, passe nécessairement par une déconstruction du concept même de développement et par une mise en perspective historique de ces notions.

Comment éviter, dans une perspective océanique, l'écueil d'une approche tour à tour anthropocentrique (voire occidentale), biocentrique ou économiciste ? Ce qui doit être remis en cause, n'est-ce pas comme le souligne René Passet, « le primat de l'économique, posé comme finalité des conduites individuelles et critère ultime des grandes décisions publiques » ? Dès lors, quelle éthique nouvelle pour un développement durable respectueux de l'équilibre entre les différentes dimensions ?

Une seule grille de lecture disciplinaire est-elle suffisante pour faire face aux enjeux ? L'adoption d'une approche systémique transdisciplinaire offre des pistes intéressantes pour appréhender de façon satisfaisante les interactions qui s'opèrent entre ces trois sphères. Quelles implications sur le plan théorique et celui, plus général, de la recherche ? Quelle est la portée des indicateurs et leurs limites ? Comment interpréter en et pour l'Océanie la récente position de l'ONU sur le bonheur comme approche globale du développement ?

Sous-thèmes :

Représentations et modèles de développement

Croissance verte versus décroissance ?

Approche systémique et transdisciplinarité

Thermodynamique et entropie

Ethique et valeur : vers une marchandisation de la nature ?

Marginalisation de la durabilité sociale

Quel droit pour une conception renouvelée du développement durable ?

Le bonheur : nouveau paradigme du développement ?

Thème 2 – Modalités et mise en œuvre du développement durable en Océanie

La multiplicité des échelles de gestion et de gouvernement, avec parfois la coexistence d'un droit étatique et d'un droit coutumier, impliquent la mise en œuvre de solutions et d'instruments de développement innovants dans les pays océaniques. Le colloque entend révéler la diversité des politiques publiques répondant à la diversité de ses représentations locales et nationales, et les principes de leur mise en œuvre. Comment les Etats, les collectivités locales ou tout autre acteur des politiques de développement concilient des stratégies d'acteurs aux intérêts divergents dans le sens de l'intérêt collectif ? En particulier, comment concilient-ils l'appropriation des politiques de développement par les populations à travers leur participation au processus de décision (qui apparaît aujourd'hui indispensable mais qui n'est pas sans ambiguïté dans la mise en œuvre), le rôle des structures coutumières et celui d'un Etat catalyseur, capable de défendre l'intérêt collectif tout en donnant cohérence aux initiatives individuelles ? A quelles échelles les politiques opèrent et existe-t-il une échelle plus pertinente ? Quels outils juridiques et institutionnels sont ou pourraient être mis en place pour répondre aux objectifs du développement durable ?

La nécessité de se doter d'indicateurs fiables et pertinents pour suivre les progrès accomplis a par ailleurs été mise en exergue dès la conférence de Rio en 1992. Mais les enjeux techniques, épistémologiques et politiques sont grands et les définitions difficiles. Quoi mesurer dès lors ? Et comment le mesurer sans risquer l'uniformisation des valeurs sous-jacentes et, *in fine*, des cultures et modes de vie si spécifiques en Océanie ? Quelle est la portée des indicateurs et leurs limites ?

Sous-thèmes :

Responsabilité sociétale des entreprises et management interculturel

Médiation sociale

Biens communs et gouvernance

Appropriation et participation

Coutume et modernité

Les nouvelles technologies : opportunité ou menace ?

Aménagement et urbanisation durable

La mesure du développement durable

Comité scientifique

Tamatoa Bambridge, Chercheur CNRS, Anthropologue, CRIOBE (Polynésie)
Olivier Barrière, Chercheur en anthropologie juridique à l'IRD (Montpellier)
Fabrice Colin, Directeur de recherche en géosciences, coordinateur Technopole, ADECAL (NC)
Suren Erkman, Professeur en écologie, Université de Lausanne
Sonia Grochain, Sociologue, Institut Agronomique néo-Calédonien (NC)
Yvette Lazzeri, Chercheuse CNRS en développement durable, CERIC, Aix-Marseille Université
Harley I. Manner, Professeur en géographie, University of Guam (US)
Vincent Géronimi, Maître de conférences en économie, Université de Versailles Saint-Quentin, GEMDEV
Vijay Naidu, Professeur et Directeur du programme « Development Studies » et de la « School of Government, Development and International Affairs » (SGDIA-USP Fiji)
Michel Prieur, Professeur émérite en droit, Université de Limoges, Président du Centre International de Droit Comparé de l'Environnement
Gerard Prinsen, Lecturer dans le programme « Development studies », Massey University (NZ)
Alain Renaut, Professeur en philosophie politique et éthique, Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne
Jean-Michel Sourisseau, Chercheur en socio-économie au CIRAD (Montpellier)
Serge Tcherkezoff, Directeur de recherche en anthropologie et ethnohistoire, Pôle EHESS/ANU (Canberra)
Erika Techera, Senior Lecturer en droit, Université Macquarie (Sydney)
Bernard Rigo, Professeur en langues et cultures océaniques, Directeur du CNEP, Université de la Nouvelle-Calédonie

Modalités pratiques

Délais

Envoi des propositions de communication : 15 novembre 2012 au plus tard
Réponse aux participants avant le 15 janvier 2013
Date limite de réception des communications (50 000 signes maximum) : 15 mars 2013

Les propositions de communication seront adressées par courriel en utilisant le fichier joint à agora.shs.nc@gmail.com avec copies à severine.blaise@univ-nc.nc et carine.david@univ-nc.nc

En fonction des subventions obtenues par le comité d'organisation, la prise en charge totale ou partielle du billet d'avion pour la Nouvelle-Calédonie pour être effectuée pour un nombre limité d'intervenants sélectionnés par le comité scientifique

Publication

Les actes du colloque seront publiés dans la collection *Espace et développement durable* aux Presses Universitaires d'Aix-Marseille

Comité d'organisation

Association AGORA SHS Nouvelle-Calédonie et ses partenaires

Contacts :

Victor David (chargé d'Etudes UMR GRED, Centre IRD de Nouméa,
Président de l'association AGORA SHS Nouvelle-Calédonie)
Séverine Blaise (Maître de conférences en économie, UNC – CNEP) severine.blaise@univ-nc.nc
Carine David (Maître de conférences en droit public, UNC – CNEP) carine.david@univ-nc.nc
Anne-Morel Lab (Doctorante en anthropologie sociale et culturelle au CNEP) annemorellab@gmail.com

Lieu d'organisation du Colloque :

Province Nord, Nouvelle-Calédonie